

COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

ASS FRANCE VICTIMES NORD FRANCHE COMTE

15 Rue de la petite Hollande

25200 MONTBELIARD

Tél. 09 70 19 52 52

Fax.

APE : 9499Z-

Siret : 38358751600105

Cegid
EXPERT

EXCO P2B AUDIT

Société d'Expertise Comptable et de Commissariats aux Comptes
inscrite au tableau de l'ordre de LYON

25200 MONTBELIARD

Tél. 0972612816

Fax.

Courriel. p2baudit@exco.fr

Web.

Sommaire

1. Comptes annuels	1
Rapport de présentation des comptes annuels	2
Bilan actif	4
Bilan passif	5
Compte de Résultat	6
Annexe	7
<i>Synthèse de l'annexe</i>	9
<i>Règles et méthodes comptables</i>	10
<i>Faits caractéristiques</i>	14
<i>Notes sur le bilan</i>	18
<i>Notes sur le compte de résultat</i>	24
<i>Autres informations</i>	26
2. Détail des comptes	29
Bilan détaillé	30
Compte de résultat détaillé	34
3. Autres informations	39

COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Comptes annuels

Rapport de présentation des comptes annuels

COMPTE RENDU DES TRAVAUX DU PROFESSIONNEL DE L'EXPERTISE COMPTABLE

Conformément à nos accords, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'association FRANCE VICTIMES NORD FRANCHE COMTE relatifs à l'exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ces comptes annuels sont joints au présent compte rendu ; ils se caractérisent par les données suivantes :

	Montant en euros
Total bilan	750 363
Total des ressources	18 809
Résultat net comptable (Excédent)	4 715

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil National de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation des comptes.

Fait à MONTBELIARD
Le 03/04/2025

Monsieur Pierre BURNEL
EXPERT COMPTABLE

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	5 484	5 484		
Immobilisations corporelles	106 134	81 947	24 187	23 202
Immobilisations financières	21 646		21 646	21 106
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	133 264	87 431	45 833	44 308
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	2 003		2 003	6 154
Autres	9 892		9 892	17 503
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)	691 977		691 977	656 298
Caisse	25		25	166
TOTAL ACTIF CIRCULANT	703 897		703 897	680 121
REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	634		634	230
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Autres comptes de régularisation				
TOTAL REGULARISATION	634		634	230
TOTAL GENERAL	837 794	87 431	750 363	724 660
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves	355 952	300 271
Résultat de l'exercice	4 715	55 680
Report à nouveau	20 824	20 824
SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE	381 490	376 775
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	381 490	376 775
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16 499	100 457
FONDS DEDIES	15 500	31 000
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées		5 784
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	16 822	20 531
Autres	289 009	159 069
TOTAL DETTES	290 331	154 384
Produits constatés d'avance	31 043	31 043
TOTAL GENERAL	750 363	724 660

(1) Dont à plus d'un an (a)	
Dont à moins d'un an (a)	336 874
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

Compte de Résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)	16 037	10 950
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	606 234	630 118
Cotisations	2 772	
Autres produits	196 930	89 355
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	821 973	730 423
CHARGES D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Achats de marchandises		
Variation des stocks (marchandises)		
Achats d'approvisionnements		
Variation des stocks (approvisionnements)		
Autres charges externes	160 460	157 886
Impôts, taxes et versements assimilés	21 232	22 281
Rémunérations du personnel	473 581	402 402
Charges sociales	136 370	108 993
Dotations aux amortissements	15 101	37 785
Subventions accordées par l'association		
Autres charges	28 569	50
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	835 313	729 397
RESULTAT D'EXPLOITATION	-13 340	1 027
PRODUITS FINANCIERS	12 429	9 128
CHARGES FINANCIERES	2	32
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 141	35 803
CHARGES EXCEPTIONNELLES	12 013	4 112
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	15 500	13 867
ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES		
EXCEDENT OU DEFICIT	4 715	55 680

Ressources	
Bénévolat	
Prestations en nature	
Dons en nature	8 000
Total	8 000
Emplois	
Secours en nature	8 000
Mise à disposition gratuite de biens et services	
Prestations	
Personnel bénévole	
Total	8 000

COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe

Synthèse de l'annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
- Règles et méthodes comptables	x		
- Faits caractéristiques	x		
- Actif immobilisé	x		
- Détail des immobilisations	x		
- Estimation du portefeuille de TIAP		x	
- Liste des filiales		x	
- Détail des amortissements		x	
- Etat des échéances des créances	x		
- Etat des échéances des dettes	x		
- Dettes garanties par des suretés réelles		x	
- Tableau de variation des fonds propres	x		
- Provisions réglementées		x	
- Provisions pour risques et charges	x		
- Charges constatées d'avance	x (Détail)		
- Produits constatés d'avance	x (Détail)		
- Produits à recevoir	x (Détail)		
- Charges à payer	x (Détail)		
- Ventilation des ressources nettes		x	
- Honoraires des commissaires aux comptes		x	
- Subventions d'exploitation	x		
- Concours publics et subventions	x		
- Résultat financier	x		
- Eléments exceptionnels	x		
- Analyse du résultat			
- Tableau des effectifs	x		
- Rémunération des dirigeants		x	
- Engagements financiers donnés	x		
- Engagements financiers reçus		x	
- Crédit-bail		x	
- Crédit-bail (Etat simplifié)		x	
- Engagement de retraite	x		
- CICE		x	
- Contributions volontaires	x		
- Suivi des legs et donations		x	
- Détail des legs, donations et assurances-vie		x	
- Suivi des dons restant à vendre		x	
- Legs autorisés à réaliser		x	
- Suivi des subventions affectées	x		
- Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		x	
- Fonds dédiés sur générosité du public		x	
- Compte de résultat par origine et destination		x	
- Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étra		x	

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : FRANCE VICTIMES NORD FRANCHE COMTE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 750 363 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 4 715 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/03/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Le rôle de France Victimes Nord Franche-Comté consiste à assurer une aide et un accompagnement à toute personne se déclarant victime d'une infraction pénale ou ayant déposé plainte auprès des forces de sécurité intérieure. En outre, depuis le décret n°2016-1056 du 3 août 2016 portant création des comités locaux d'aide aux victimes, les associations du réseau France Victimes sont également appelées à prendre en charge les victimes d'attentats, les victimes d'accidents collectifs et les sinistrés de catastrophes naturelles majeures.

A cette fin, les associations du réseau France Victimes disposent d'un agrément dit « généraliste » délivré par le ministère de la Justice afin de pouvoir être saisie par les procureurs de la République sur le visa de l'article 41 du code de procédure pénale (CPP). FVNFC a bénéficié de cet agrément en 2020 et doit renouveler sa demande d'agrément en 2025.

Au titre de la prise en charge des victimes d'infractions pénales de droit commun :

France Victimes Nord Franche-Comté (FVNFC) couvre les ressorts des tribunaux judiciaires de Montbéliard, Vesoul et Belfort. Un numéro de téléphone unique pour les victimes de ces trois territoires a été mis en place : 09 70 19 52 52. Le standard est situé à Montbéliard, siège de l'association.

En outre FVNFC dispose de locaux à Vesoul et à Montbéliard. Une convention de mise à disposition locaux a été signée avec la Mairie de Valdoie pour disposer de deux bureaux au sein de l'espace France Services situé dans cette commune. Les victimes peuvent être prises en charge lors des permanences assurées par l'association sur l'ensemble des territoires. Elles sont accompagnées dans leurs démarches tout au long du processus judiciaire par une équipe pluridisciplinaire constituée de juristes, de psychologues et d'un intervenant social en commissariat et gendarmerie (uniquement sur le ressort du TJ de Montbéliard). L'équipe de FVNFC compte également une direction, une secrétaire standardiste et une coordinatrice administrative en charge notamment de la communication.

Bureaux d'aide aux victimes (BAV) : Depuis le décret n°2012-681 du 7 mai 2012, FVNFC dispose également de bureaux d'aide aux victimes au sein des juridictions. Les juristes assermentés accueillent les victimes au sein des trois BAV et peuvent accompagner les victimes aux audiences pour les soutenir et leur donner des informations sur le déroulé du procès, sans représenter une partie ce qui est le rôle des avocats. Les juristes assurent également un travail pro-actif en direction des victimes en prenant attache avec elles après transmission par le greffe des rôles d'audiences pénales (CI, TC, TP, CRPC). A cette occasion, une information pratique est délivrée aux victimes sur le fonctionnement judiciaire et les procédures en cours les concernant.

Elles sont informées de tout traitement d'urgence (comparution immédiate par exemple).

Elles sont renseignées de façon rapide et fiable sur le déroulement de la procédure pénale.

Elles sont orientées systématiquement vers le dispositif d'indemnisation auquel elles peuvent prétendre (FGTI, SARVI, AGRASC).

Evaluation personnalisée des victimes (EVVI) : conformément à la directive européenne du 25/10/2012, la loi du 17/08/2015 a introduit l'article 10-5 dans le code de procédure pénale qui dispose que les victimes peuvent faire l'objet, avec leur accord, d'une évaluation personnalisée, afin de déterminer si elles ont besoin de mesures spécifiques de protection au cours de la procédure pénale. France Victimes Nord Franche-Comté est chargée de procéder à l'évaluation qu'elle remet au parquet, au juge d'instruction ou au juge de l'application des peines en cas de demande d'aménagement de peine aux fins de recueillir l'avis des victimes.

Règles et méthodes comptables

Justice restaurative : instaurée en France par la loi du 15 août 2014 créant l'article 10-1 du code de procédure pénale et suite à la circulaire du 15 mars 2017 du ministre de la justice, France Victimes Nord Franche-Comté a conduit trois programmes de justice restaurative en Haute-Saône depuis 2022 à ce jour. Elle entend étendre ces programmes sur le ressort du tribunal judiciaire de Montbéliard.

Au titre de la prise en charge spécifique des violences intra-familiales (VIF) :

Depuis le Grenelle sur les violences conjugales de septembre 2019, France Victimes Nord Franche-Comté assure la mise en œuvre de dispositifs de protection pour les victimes de violences intra-familiales ou de viols :

Téléphone grave danger (TGD) : en application de l'article 41-3-1 du CPP le dispositif vise à assurer une protection et une prise en charge globale de la victime bénéficiaire. France Victimes Nord Franche-Comté est chargée de recevoir et de centraliser en concertation avec le Parquet, les situations qui lui sont signalées par les professionnels du ressort (intervenants sociaux, police, gendarmerie, psychologues, professionnels de santé, associations dites « spécialisées »).

Bracelet anti-rapprochement (BAR) :

Le décret numéro 2020-1161 du 23 septembre 2020 met en place le bracelet anti-rapprochement. Ce décret est pris en application de la loi Pradié du 28 septembre 2019 visant à agir contre les violences au sein de la famille, le BAR est un dispositif permettant d'assurer le contrôle à distance du conjoint ou ex-conjoint violent. En pratique le dispositif anti-rapprochement, en lien avec un téléopérateur et le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP), assure la géolocalisation de l'auteur par la pose d'un bracelet à sa cheville ou son poignet, et de la victime qui se voit attribuer un boîtier qu'elle doit conserver sur elle en permanence. Ce dispositif vient en complément du dispositif téléphone grave danger (TGD) et il fonctionnera comme tel jusqu'à la pose du bracelet de l'auteur. Une alerte sera ainsi enclenchée si l'auteur se rapproche de la victime en franchissant une zone définie (zone de pré-alerte et zone d'alerte) par le juge. France Victimes Nord Franche-Comté est chargée de la pédagogie de la mesure et du suivi de la procédure pour les victimes.

Au titre de la mise en place des CLAV :

Prise en compte des victimes d'attentats : France Victimes Nord Franche-Comté est référent attentat au titre du ministère de la justice. En cas d'attentat, le Parquet prend attache avec le référent pour se rendre sur le lieu qu'il lui indique. Notre rôle consiste à participer à la cellule d'information et d'accueil des familles. Par la suite nous prenons en charge les victimes impliquées dans le cadre de l'instruction du pôle anti-terroriste de Paris et nous nous assurons que les victimes sont inscrites sur la liste unique des victimes (LUV). Nous nous chargeons d'aider les victimes dans le cadre des procédures d'indemnisation auprès du FGTI et nous nous mettons en lien avec l'ONAC, la CPAM et France Travail (en cas de besoin). Un suivi psychologique est proposé systématiquement aux victimes sans limitation de durée dans ce cadre précis. Les services France Victimes de l'Est ont mis en place un protocole de collaboration visant à mutualiser leurs moyens en tant que de besoin.

Prise en compte des victimes d'accidents collectifs : sur saisine du Parquet, France Victimes Nord Franche-Comté est appelée à participer à la cellule d'accueil des familles et à accompagner les victimes directes et indirectes tout au long du processus judiciaire ou assurantiel. Un soutien psychologique est proposé.

Prise en compte des sinistrés de catastrophes naturelles majeures : A l'aune des expériences passées (Saint Martin, inondations de l'Aude, inondations Seine et Marne...) des réunions d'information sont organisées par France Victimes Nord Franche-Comté de manière à recueillir les besoins des sinistrés et faciliter les démarches administratives et assurantielles afin de recréer du lien social.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,

Règles et méthodes comptables

- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Charges à payer : le montant des charges à payer, parmi lesquelles peuvent figurer certaines charges considérées du point de vue de l'Administration Fiscale comme des "provisions" à condition de figurer sur un état spécial annexé à la déclaration de résultat. Cette récapitulation vaut état de fait.

Provisions pour risques et charges : conformément au règlement CRC 2000-06 appliqué à partir du 1er janvier 2002, des provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est certain ou probable et qu'il peut être estimé de manière suffisamment fiable.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Logiciels : 1 à 3 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 8 ans
- * Matériel de bureau : 3 ans
- * Matériel informatique : 3 à 4 ans
- * Mobilier : 3 à 4 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Règles et méthodes comptables

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association ne prévoit pas des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.
Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Pour rappel, le 16/04/2023, l'Association a déménagé son siège dans des locaux gérés par la bailleur social NEOLIA au 15 rue de la petite Hollande à Montbéliard permettant ainsi de réduire ses charges locatives de plus de la moitié. Le loyer mensuel était passé de 2 314,54 euros à 1 106,54 euros.

Les locaux de Belfort ont été fermés en août 2023 pour des raisons de sécurité. Voir supra.

En 2024, FVNFC a déménagé ses locaux du rez-de-chaussée au premier étage de l'hôtel de Salives situé à 50 mètres du T.J. Ces locaux sont désormais partagés avec le conseil départemental de l'accès au droit et l'association Citoyen 70 qui organise des stages en alternative aux poursuites. Des permanences gratuites des avocats et des conciliateurs de justice ont également lieu dans ces locaux aujourd'hui baptisés « maison de l'accès au droit ». Il convient de noter qu'avant ce changement, les locaux de Vesoul étaient mis à disposition à titre gracieux pour l'association par la mairie de Vesoul. Depuis la création de la maison de l'accès au droit, souhaitée par le président du tribunal judiciaire en 2023, le trésor public consigne 160 euros de loyer par mois.

La contribution citoyenne :

A la suite de la loi 2021-401 du 8 avril 2021 améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale, FVNFC a signé le 4 octobre 2021 la première convention sur la cour d'appel de Besançon relative à la mise en œuvre de l'alternative aux poursuites appelée contribution citoyenne. La convention avec le parquet de Vesoul a été signée le 23 février 2022 et enfin celle de Montbéliard a été signée le 5 avril 2023.

L'article 41-1 du code de procédure pénale dispose que : s'il lui apparaît qu'une telle mesure est susceptible d'assurer la réparation du dommage causé à la victime, de mettre fin au trouble résultant de l'infraction ou de contribuer au reclassement de l'auteur des faits, le procureur de la République peut, préalablement à sa décision sur l'action publique, directement ou par l'intermédiaire d'un officier de police judiciaire, d'un délégué ou d'un médiateur du procureur de la République :

10° Demander à l'auteur des faits de s'acquitter d'une contribution citoyenne auprès d'une association d'aide aux victimes mentionnée aux articles 10-2 et 41 du présent code du ressort du tribunal judiciaire ou, à défaut, de la cour d'appel. Le montant de cette contribution, qui ne peut excéder le montant prévu au premier alinéa de l'article 131-13 du code pénal, est fixé par le procureur de la République en fonction de la gravité des faits ainsi que des ressources et des charges de l'auteur des faits ;

Le législateur fait obligation aux associations d'aide aux victimes de tenir une comptabilité analytique des sommes ainsi perçues et prescrit un visa du commissaire aux comptes. L'emploi de ces fonds n'est pas déterminé par la loi (Cf. note Direction des affaires criminelles et des grâces du 8 juin 2021).

C'est pourquoi en Haute-Saône, nous avons signé une convention d'emploi des fonds au mois de novembre 2023 ayant pour but de prendre en charge financièrement les honoraires des psychologues identifiés dans le département, susceptibles de prendre en charge le trauma des victimes.

La convention relative à l'emploi des fonds de la CC90 a été signée le 9 janvier 2024 visant à mettre en œuvre des appels à projets auprès du tribunal judiciaire, des services de la PJJ, du SPIP, de la gendarmerie nationale ou de la police.

Une convention pour l'emploi des fonds avec le parquet de Montbéliard est à l'étude avec le nouveau procureur de la République récemment installé.

Le conseil d'administration de FVNFC dans sa décision du 4 mars 2024 a décidé de réserver une partie des sommes versées au titre de la contribution citoyenne à un fonds d'urgence pour les victimes et de rémunérer l'association pour les frais de gestion de la mesure. Les fonds de la contribution citoyenne apparaissent aujourd'hui sur des comptes de tiers au passif du bilan de n'entrent pas dans les produits de l'association.

Autres éléments significatifs

Faits caractéristiques

Les réserves recommandées par le Ministère de la Justice figurent au compte N° 106880.

Les fonds dédiés à la radicalisation perçus du FIPD ont été repris pour la somme de 7 000 euros ainsi que les Fonds dédiés sur dévolution (Msap Enedis et Msap Pma) pour la somme de 8 500 euros soit une reprise pour l'exercice de 15 500 euros.

Le solde au bilan clos le 31/12/2024 des fonds dédiés ressort à 15 500 Euros qui seront repris en totalité sur l'exercice 2025.

Ils se composent des éléments suivants :

- Fonds dédiés MSAP FNADT pour 2 500 euros ;
- Fonds dédiés FIPD Belfort pour 7 000 euros ;
- Fonds dédiés MSAP Enedis pour 2 500 euros ;
- et Fonds dédiés PMA CVU pour 3 500 euros

Le litige avec un salarié s'est enfin soldé sur cet exercice avec le paiement d'indemnités de dommages et intérêts pour la somme de 8000 euros.

Comptabilisation sur cet exercice des dépenses et recettes liées aux Contributions Citoyennes dans des comptes bien spécifiques :

- Compte 658825 pour les dépenses CC25 et compte 758825 pour les recettes CC25 ;
- Compte 658870 pour les dépenses CC70 et compte 758870 pour les recettes CC70 ;
- Compte 658890 pour les dépenses CC90 et compte 758890 pour les recettes CC90.

Ces dépenses et recettes n'impactent pas le résultat de l'Association.

La réception des fonds est comptabilisée au passif en 467205, 467206 et 467207 selon les départements et les sommes sont transférées en produits au fur et à mesure des dépenses rattachables.

Soldes des comptes au 31/12/2024 :

Contributions citoyennes 90 = 118 479,60 €

Contributions citoyennes 70 = 22 481,04 €

Contributions citoyennes 25 = 37 759,93 €

Pour rappel l'association AIAVI a fusionné avec l'association AVADEM en date du 30/06/2016 avec effet rétroactif au 01/01/2016.

Les apports avaient été réalisés à la valeur comptable et avaient été retraduits au niveau des capitaux propres par une augmentation de 38 996,71 Euros.

L'Association bénéficie de mise à disposition gratuite de locaux, d'une ligne téléphonique et peut utiliser un photocopieur lors de ses permanences :

- à la Maison France Services de Sochaux :

le 3ème mercredi matin de chaque mois sur rendez-vous.

- au C.C.A.S de Valentigney:

le mardi après-midi.

- au Pôle Administratif à Audincourt:

8 avenue Aristide Briand - Salle 4

le jeudi après-midi

- au siège à Montbéliard:

15 rue de la Petite Hollande

le vendredi après-midi

+ permanence téléphonique le mercredi de 14h à 17h.

Antenne à Vesoul AAV depuis 07/2013, donc permanences sur le département de la Haute-Saône :

- au C.C.A.S d'Héricourt:

le 4ème mercredi matin de chaque mois sur rendez-vous.

- au Pont d'accueil municipal " Le BOCAL " à Lure:

Faits caractéristiques

12 rue Anatole France

le 4^{em} mercredi de chaque mois de 14h à 17h sur rendez-vous.

- au local de Vesoul:

1 rue Paul Petitclerc

le mercredi de 9h à 12h 30 et de 14h à 14h 30 (sans rendez-vous);

le vendredi de 9h à 12h 30 et de 14 à 17h 30 (sur rendez-vous / 1er et 1^{eme} vendredi du mois).

- Au " Toi ' Services " à Gray:

2 rue de Lorraine

le 4^{eme} vendredi du mois de 9h à 12h et de 13h à 16h sur rendez-vous.

- à la maison des permanences de Luxeuil les Bains:

Maison du citoyen le 3^{eme} vendredi du mois de 9h à 12h;

Espace Charles de Gaulle le 3^{eme} vendredi du mois de 9h à 12h et de 13h à 16h.

- Permanences hebdomadaires BAV :

Tribunal Judiciaire de Vesoul

le lundi de 9h à 12h;

le mardi de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30;

le jeudi de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30.

- Permanence 2 fois par mois à l'UMJAV (Unité Médico Judiciaire d'Aides aux Victimes) de l'hôpital de Vesoul

Antenne à Belfort AAV90 en 2016 , donc permanences sur le département du Territoire de Belfort :

- Bureau d'aide aux victimes :

Tribunal Judiciaire de Belfort

le mardi, mercredi et vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h.

Dans les locaux de FS Valdoie :

le lundi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h sur rendez-vous.

Ouverture de la MSAP Montbéliard sur l'exercice 2016, cette unité ayant été labellisée France Services en novembre 2019

Ouverture de la MSAP Sochaux en juin 2018, cette unité ayant été labellisée France Services en novembre 2019

Conflit Ukraine :

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 avait impacté l'ensemble de l'économie mondiale. Elle s'est poursuivie sur l'année 2024.

Ces événements, par leurs natures et multiples conséquences possibles à court et moyen terme, constituent encore une source potentielle de risque et d'incertitude forte.

Pour l'Association France Victimes NFC, compte tenu de son activité, les risques directs restent limités.

Les risques indirects économiques, financiers, politiques, géopolitiques pourraient quant à eux avoir des impacts au même titre que pour l'ensemble des acteurs économiques en général. L'Association France Victimes NFC ne peut à ce jour évaluer les conséquences indirectes de la crise en Ukraine sur son activité. Ils dépendront fortement de l'évolution de la nature du conflit.

A la date de l'arrêté des comptes, l'Association France Victimes NFC estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause par ce conflit.

Toutefois, en juin 2024, le gouvernement de Monsieur Attal, premier ministre, a décidé de supprimer les conventions adulte-relais. Cette décision a entraîné un risque pour les 4 conventions adulte-relais permettant de faire fonctionner les deux espaces France Services de Montbéliard et de Sochaux qui prennent fin en novembre 2025. Face à ce risque de déficit financier, le conseil d'administration de FVNFC devra prendre une décision quant à la poursuite de l'action en septembre 2025 au plus tard. La sous-préfecture de Montbéliard

Faits caractéristiques

est au fait de cette situation ainsi que les communes concernées.

En outre FVNFC a constaté un recul des subventions en 2024 par rapport à 2023 de l'ordre de 24 000 euros. Le bilan 2024 accuse un déficit d'exploitation malgré des reprises de provisions conséquentes. De plus, le contexte budgétaire actuel de l'Etat, mais également les informations provenant des préfectures, permettent d'évaluer un risque préoccupant à la baisse sur les prévisions de l'exercice 2025.

En considération de l'augmentation des charges liées principalement à l'augmentation des rémunérations du personnel de l'association en 2024, nous pouvons conclure que le contexte économique pourrait à court terme conduire à un déséquilibre financier au niveau de l'activité de l'association (cf fonds de roulement estimé à 5,82 mois à fin 2024) sauf à réviser en concertation avec la cour d'appel et les parquets, la politique d'emploi des fonds de la contribution citoyenne. Il conviendra de noter in fine que celle-ci dépend de la politique pénale des parquets.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 484			5 484
Immobilisations incorporelles	5 484			5 484
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	13 880	941		14 821
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	77 394	15 144	1 226	91 312
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	91 275	16 085	1 226	106 134
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	20 000			20 540
- Prêts et autres immobilisations financières	1 106			1 106
Immobilisations financières	21 106			21 646
ACTIF IMMOBILISE	117 864	16 085	1 226	133 264

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		16 085		16 085
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		16 085		16 085
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		1 226		1 226
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		1 226		1 226

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 484			5 484
Immobilisations incorporelles	5 484			5 484
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	8 044	2 636		10 681
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	60 028	12 465	1 226	71 266
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	68 072	15 101	1 226	81 947
ACTIF IMMOBILISE	73 556	15 101	1 226	87 431

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 13 635 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 106		1 106
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	2 003	2 003	
Autres	9 892	9 892	
Charges constatées d'avance	634	634	
Total	13 635	12 529	1 106
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Médiations à recevoir	1 530
Produits à recevoir	1 820
Interets courus a recev.	7 124
Total	10 474

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	300 271	55 680			355 952
Report à Nouveau	20 824				20 824
Excédent ou déficit de l'exercice	55 680	-55 680	4 715		4 715
Situation nette	376 775		4 715		381 490
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	376 775		4 715		381 490

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	100 457		83 958		16 499
Total	100 457		83 958		16 499
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation			83 958		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 336 874 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 822	16 822		
Dettes fiscales et sociales	95 031	95 031		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	193 978	193 978		
Produits constatés d'avance	31 043	31 043		
Total	336 874	336 874		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	5 784			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues	8 284
Provision congés payés	34 844
Personnel charges à payer	10 580
Provision charges cp	13 577
Charges sociales à payer	5 580
Total	72 864

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees avance	634		
Total	634		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constates avance	31 043		
Total	31 043		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires de Commissaire aux comptes se sont élevés à 5 340 euros pour l'exercice.

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		293 652	312 582			606 234
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						606 234

Résultat financier

	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	12 429	9 128
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	12 429	9 128
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	2	32
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	2	32
Résultat financier	12 427	9 096

Notes sur le compte de résultat

Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
791000 - Transferts de charges	4 151	
791102 - Aides ASP FS 25200 Mtb	32 585	
791104 - Aides ASP FS 25600 Sochaux	22 077	
791105 - Aides ASP MONTBELIARD	4 849	
791200 - Transfert charges formations	18 997	
791203 - Transfert de charges formation aav9	1 740	
	84 400	
Total	84 400	

Charges et Produits exceptionnels

Eléments exceptionnels imputables à un autre exercice

	Charges	Produits
TOTAL		

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Indemnité dommages et intérêts litige salarié F Brouk	8 000	
Subventions provisionnées non reçues	2 000	
Diverses régularisations sur exercices antérieurs	2 013	
Diverses régularisations sur exercices antérieurs		2 141
TOTAL	12 013	2 141

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 20 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	2	6	8	5
Employés	1	5	6	5
Ouvriers		2	2	1
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi		4	4	3
Total	3	17	20	14

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	

Autres informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées = 16 499,40 euros.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 16 499,40 euros

Description de la méthode comptable:

La méthode retenue dans le cadre de cette évaluation est la méthode des unités de crédit projetées (ou méthode du prorata des droits au terme).

Cette méthode est définie par la norme comptable IAS 29 révisée (norme européenne) et par la norme FAS87 (norme US GAAP).

Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de dette actuarielle.

Cette méthode consiste à :

- Evaluer les flux futurs probables en se basant sur les hypothèses d'évaluation des rémunérations, les droits exigibles au moment du départ à la retraite et les probabilités de présence dans l'entreprise;
 - Actualiser ces valeurs à la date d'évaluation afin d'obtenir la valeur actuelle probable des flux futurs (VAP)
 - Proratiser la valeur actuelle probable des flux futurs afin d'obtenir la dette actuarielle (valeur actualisée de l'obligation)
- Le calcul est effectué par salarié. L'engagement total de l'entreprise correspond à la somme des engagements individuels.

COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Détail des comptes

Bilan détaillé

ACTIF

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
205000 - Logiciels	5 483,80		5 483,80	5 483,80
280500 - Amort logiciels		5 483,80	-5 483,80	-5 483,80
	5 483,80	5 483,80		
Immobilisations corporelles				
218100 - Installations generales	14 821,42		14 821,42	13 880,14
218300 - Mat.bureau informatique	64 932,32		64 932,32	55 190,04
218310 - Matériel	3 891,60		3 891,60	3 891,60
218410 - Mobilier	22 488,38		22 488,38	18 312,74
281810 - Amort instal. generales		10 680,62	-10 680,62	-8 044,45
281830 - Amort mat.bureau inform		50 779,76	-50 779,76	-39 221,85
281831 - Amorts Matériel		3 891,60	-3 891,60	-3 797,91
281841 - Amortissement mobilier		16 595,04	-16 595,04	-17 007,97
	106 133,72	81 947,02	24 186,70	23 202,34
Immobilisations financières				
271000 - Titres immobilisés (droit propriété)	20 540,00		20 540,00	20 000,00
275000 - Depots et cautionnements	1 106,00		1 106,00	1 106,00
	21 646,00		21 646,00	21 106,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	133 263,52	87 430,82	45 832,70	44 308,34
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
411000 - Usagers-organ.prise chge	2 003,24		2 003,24	4 464,33
418100 - Clients - factures a etablr				1 690,00
	2 003,24		2 003,24	6 154,33
Autres				
421000 - Personnel remunerat.dues	95,61		95,61	
441000 - Etat - subvention a recevoir	6 145,00		6 145,00	13 275,00
441100 - Subv.fonct.a recevoir				2 000,00
467100 - Debiteur divers	301,07		301,07	
468700 - Médiations à recevoir	1 530,00		1 530,00	
468710 - Produits à recevoir	1 820,00		1 820,00	2 228,00
	9 891,68		9 891,68	17 503,00
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)				
512005 - CAISSE EPARGNE C/00441130491	1 093,73		1 093,73	788,21
512010 - CAISSE EPARGNE C/20448260130	226 169,74		226 169,74	283 320,01
512100 - CE CPTÉ PRINCIPAL N°80187214848	16 804,64		16 804,64	23 747,90
512110 - CE LIVRET A C/07518762533	83 054,25		83 054,25	80 635,19
512120 - CEFC Cpte 08006367468-02	12 250,27		12 250,27	12 250,27
512200 - CEFC CC70 N°08000953858-25	208 398,79		208 398,79	89 023,56
512210 - CEFC CC25 N°08007996462-74	600,00		600,00	

Bilan détaillé

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
512220 - CEFC CC90 N°08007996058-25	1 600,00		1 600,00	
512300 - CE MSAP C/00321951732	4 880,77		4 880,77	34 018,97
512800 - CAT Cefc	130 000,00		130 000,00	130 000,00
518700 - Interets courus a recev.	7 124,46		7 124,46	2 513,88
	691 976,65		691 976,65	656 297,99
Caisse				
530000 - Caisse Montbéliard	9,38		9,38	9,38
530100 - Caisse Vesoul	15,75		15,75	156,26
	25,13		25,13	165,64
TOTAL ACTIF CIRCULANT	703 896,70		703 896,70	680 120,96
REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
486000 - Charges constatee avance	633,60		633,60	230,40
	633,60		633,60	230,40
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Autres comptes de régularisation				
TOTAL REGULARISATION	633,60		633,60	230,40
TOTAL GENERAL	837 793,82	87 430,82	750 363,00	724 659,70

Bilan détaillé

PASSIF

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
106830 - Reserves	58 105,57	58 105,57
106880 - Reserves recommandees	297 846,05	242 165,78
	355 951,62	300 271,35
Résultat de l'exercice	4 714,73	55 680,27
Report à nouveau		
110000 - Report a nouveau	20 823,65	20 823,65
	20 823,65	20 823,65
SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE	381 490,00	376 775,27
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	381 490,00	376 775,27
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
158000 - Provisions pour risques et charges		79 592,56
158800 - Provisions pour charges diverses	16 499,40	20 864,68
	16 499,40	100 457,24
FONDS DEDIES		
194000 - Fonds dedies	7 000,00	14 000,00
194700 - Fonds dedies s/devolution	8 500,00	17 000,00
	15 500,00	31 000,00
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées		
164120 - Emprunt CE 26 000 €		5 784,42
		5 784,42
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés		
401000 - Fournisseurs	8 537,97	14 050,74
408100 - Factures non parvenues	8 284,00	6 480,00
	16 821,97	20 530,74
Autres		
427000 - Personnel oppositions		49,14
428200 - Provision congés payés	34 843,70	27 134,98
428600 - Personnel charges a payer	10 580,00	
431000 - Securite sociale	15 706,00	15 607,00
437210 - Mutuelle MGEN Istya	2 448,16	2 373,51
437300 - Caisses retraite AG2R La Mondiale	1 910,62	1 894,72
437310 - Caisses prevoyance	2 654,68	2 443,48
438200 - Provision charges cp	13 576,52	10 853,99
438600 - Charges sociales a payer	5 580,00	

Bilan détaillé

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
442100 - Prélèvements à la source (IR)	960,00	766,00
447110 - Taxe sur les salaires	2 704,00	8 824,00
447130 - Partic.formation continue	4 067,00	4 377,00
467110 - Créditeurs divers	3 450,02	942,36
467203 - Reverst victimes 20289101	11 807,36	11 807,36
467205 - Contribution Citoyenne 90	118 479,60	51 255,34
467206 - Contribution Citoyenne 70	22 481,04	11 860,00
467207 - Contribution Citoyenne 25	37 759,93	8 376,15
468610 - Charges a payer		504,00
	289 008,63	159 069,03
TOTAL DETTES	290 330,60	154 384,19
Produits constatés d'avance		
487000 - Produits constates avance	31 043,00	31 043,00
	31 043,00	31 043,00
TOTAL GENERAL	750 363,00	724 659,70

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)		
704100 - Mediations 25	450,00	306,00
704101 - Mediations 70	8 735,88	5 508,00
708800 - Aut.pdts. annexes Interventions	6 850,73	5 136,39
	16 036,61	10 950,39
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
742500 - Subv. PJJ	37 252,00	37 252,00
742501 - Subv. CD 70	6 500,00	6 500,00
742502 - Subv. CD 25	3 000,00	23 000,00
742503 - Subv. CD 90	9 500,00	9 500,00
742504 - Subv. DDET-SPP	19 000,00	17 000,00
742505 - Subv. FIPD - ISCG	40 000,00	35 000,00
742520 - Subv. FIPD 90	27 250,00	19 200,00
742530 - Subv. FIPD 70	6 000,00	8 000,00
742800 - Subv. PMA	29 000,00	29 000,00
742850 - Subv. SPIP-JR		5 000,00
742900 - Subv. FIPD 25	47 580,00	53 100,00
743000 - Subv. etat justice	293 651,91	310 766,00
744002 - Subv. EFS Montbéliard	40 000,00	38 000,00
744003 - Subv. EFS Sochaux	40 000,00	35 000,00
744011 - Subvention hericourt	2 000,00	2 000,00
744021 - Subvention lure	1 000,00	
744031 - Subv. Luxeuil les bains	2 000,00	800,00
744041 - Subv. Mairie Gray		1 000,00
745000 - Subvent. DDEF 25	2 500,00	
	606 233,91	630 118,00
Cotisations		
756100 - Dons	2 771,90	
	2 771,90	
Autres produits		
758000 - Pdts divers de gestion	2,48	3,54
758825 - CC25 - Recettes	2 839,22	
758870 - CC70 - Recettes	13 703,21	
758890 - CC90 - Recettes	12 028,18	
781500 - Rep.prov.pour risques et charges	83 957,84	7 300,00
791000 - Transferts de charges	4 150,89	
791102 - Aides ASP FS 25200 Mtb	32 585,40	32 431,71
791104 - Aides ASP FS 25600 Sochaux	22 076,91	28 699,19
791105 - Aides ASP MONTBELIARD	4 848,86	18 692,56
791200 - Transfert charges formations	18 997,30	2 228,00
791203 - Transfert de charges formation aav9	1 740,18	
	196 930,47	89 355,00
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	821 972,89	730 423,39
CHARGES D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Achats de marchandises		
Variation des stocks (marchandises)		
Achats d'approvisionnements		
Variation des stocks (approvisionnements)		

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
Autres charges externes		
606111 - Gaz FV70	972,91	1 214,01
606120 - Electricite FV25	1 252,47	1 267,66
606121 - Electricite FV70	886,55	823,66
606300 - Fourn.petit equip. FV25	2 575,16	6 894,26
606301 - Fourn.petit equip. FV70	1 672,81	204,22
606304 - Fourn.petit équip FS	105,78	949,20
606400 - Fourn.administratives FV25	1 658,69	1 161,92
606401 - Fourn.administratives FV70	11,49	
606403 - Fourn.administratives FV90	252,22	
613000 - Locations diverses	2 692,20	
613200 - Locations immobilières FV25	14 277,12	20 500,65
613203 - Locations immobilières FV90		3 022,01
613510 - Location de matériel	280,80	561,60
613512 - Location photocopieur FV25		4 312,65
613513 - Location photocopieur FV90	648,48	1 685,30
614000 - Charges locatives	5 093,34	4 058,55
615200 - Ent.repar.biens immobilier FV25		1 762,02
615500 - Ent.repar.biens immobilier FV70	2 809,72	
615502 - Ent rep mat bureau FV25		5 744,00
615503 - Ent. rep. mat bureau FV90		312,00
615600 - Maintenance FV25	16 658,40	12 049,20
615601 - Maintenance FV70	922,80	217,20
615602 - Maintenance FS	120,00	228,00
615610 - Maintenance logiciels	5 008,53	
615700 - Entretien des locaux	6 521,63	3 378,51
616100 - Assurances	806,73	827,10
618100 - Documentation	228,00	228,00
621100 - Personnel extérieur	435,00	404,95
621200 - Rémunérations des médiateurs	3 233,00	2 520,00
622600 - Honoraires	27 070,04	26 101,28
622620 - Honoraires Avocats	4 681,00	
622633 - Honoraires CAC	5 940,00	5 210,00
623400 - Cadeaux	2 562,00	2 290,90
623600 - Brochures dépliant		1 492,80
625100 - Déplacements FV25	18 982,71	13 429,35
625101 - Déplacements FV70	10 027,34	4 816,22
625102 - Déplacement FS	1 466,39	2 135,11
625103 - Déplacements FV90	4 073,30	3 755,44
625700 - Receptions FV25	551,17	2 669,78
625701 - Receptions FV70	144,31	
626100 - Affranchissements FV25	240,20	631,29
626101 - Affranchissements FV70	42,04	547,52
626103 - Affranchissements FV90	8,30	15,16
626200 - Telephone FV25	8 580,55	9 765,74
626201 - Telephone FV70	1 837,02	1 841,88
626202 - Telephone FS	2 376,38	2 386,32
626203 - Telephonie FV90		2 351,24
626300 - Frais accès fibre Optique		94,90
627600 - Locations de coffres	129,87	119,88
627800 - Aut.frais et commissions	829,02	1 055,56
628100 - Cotisations	530,00	380,00
628300 - Frais télésurveillance	1 264,03	2 469,18

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
Impôts, taxes et versements assimilés	160 459,50	157 886,22
631100 - Taxe sur les salaires	11 254,00	12 324,00
633300 - Formation professionnelle	9 977,88	9 957,13
	21 231,88	22 281,13
Rémunérations du personnel		
641000 - Remunerations personnel	453 014,98	452 609,82
641200 - Conges payes	7 708,72	-150,35
641300 - Primes et gratifications	10 580,00	-50 000,00
641400 - Indemnités et avantages	1 816,26	-57,92
641410 - Indemnité de rupture conventionnelle	461,00	
	473 580,96	402 401,55
Charges sociales		
645100 - Cotis. urssaf	82 819,73	70 143,63
645200 - Cotis. aux mutuelles	6 134,31	5 133,55
645300 - Cotis. retraite	18 635,86	21 782,87
645310 - Cotis. prevoyance	6 389,02	6 046,57
645400 - Cotis. assedic	1 431,30	19 009,57
645800 - Charges sur conges payes	2 722,53	-60,14
647000 - Autres charges sociales	5 580,00	-25 000,00
647500 - Medecine du travail	3 027,60	2 851,20
648700 - Formation du personnel	8 050,00	8 265,65
648701 - Formation personnel vesoul	580,00	
648703 - Formation du personnel aav90	1 000,00	820,00
	136 370,35	108 992,90
Dotations aux amortissements		
681110 - Dot.amt immo incorporelle		474,03
681120 - Dot.amt.immo corporelles	15 101,02	13 480,32
681500 - Dot.prov.pour risques		23 830,33
	15 101,02	37 784,68
Subventions accordées par l'association		
Autres charges		
658000 - Charges diverses gestion	1,82	50,41
658825 - CC25 - Dépenses	2 838,22	
658870 - CC70 - Dépenses	13 702,21	
658890 - CC90 - Dépenses	12 027,18	
	28 569,43	50,41
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	835 313,14	729 396,89
RESULTAT D'EXPLOITATION	-13 340,25	1 026,50
PRODUITS FINANCIERS		
768000 - Produits financiers	12 429,37	9 127,67
	12 429,37	9 127,67
CHARGES FINANCIERES		
661160 - Intérêts sur emprunts et dettes	2,30	31,38
661600 - Interets bancaires		0,33
	2,30	31,71
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
772000 - Produits exerc.anterieurs	2 140,60	35 803,02
	2 140,60	35 803,02
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
671000 - Charg.excep.oper.gestion	8 000,00	3 787,20
672000 - Charges exerc. anterieurs	4 012,69	30,40

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
675200 - VNC		294,76
	12 012,69	4 112,36
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS		
789400 - Reprise sur fonds dedies	7 000,00	7 500,00
789700 - Reprise sur devolution	8 500,00	6 367,15
	15 500,00	13 867,15
ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES		
EXCEDENT OU DEFICIT	4 714,73	55 680,27

COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Autres informations